

LES PRATIQUES GOUVERNEMENTALES DU GRÉ À GRÉ CONTINUENT DE FAIRE DES VAGUES

Des ministres se chamaillent à propos d'attribution de gros marchés publics

Dans l'édition du Soir d'Algérie d'avant-hier, le samedi 8 octobre, dans un article intitulé «Clash au gouvernement/Violente dispute entre Temmar et Tou», rendait compte d'une réunion du Conseil de gouvernement qui a tourné court. Et pour cause, deux ministres qui se chamaillent ouvertement devant leurs collègues — il ne manquait plus que fusent des

insultes et qu'il y ait échange de coups de poings ! —, ce n'est pas monnaie courante. Justement à propos de monnaie : tout cela pourquoi ? L'examen par le gouvernement de cinq propositions d'attribution de marchés de gré à gré dans le secteur des transports, avancées par le ministre du secteur, Amar Tou, a mis le feu aux poudres.

«Selon une source très bien informée», ces marchés de gré à gré — donc sans passer par des avis d'appel d'offres à la concurrence (conformément au Code des marchés publics) — «concernent des projets dans le secteur ferroviaire» et sont présentés par le ministre des Transports, Amar Tou. Premier accrochage suite à l'intervention d'Abdelaziz Belkhadem — ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République (c'est l'intitulé officiel de sa fonction) : il «plaide pour une limitation drastique des marchés de gré à gré qui, argumentera-t-il, «tuent la compétition et la compétitivité dans l'économie nationale». Abdelaziz Belkhadem, militant pour la transparence : du jamais vu ! Second accrochage, causé cette fois-ci par Abdelhamid Temmar, ministre de la Prospective et des statistiques, appuyant le secrétaire général du parti du FLN, qui, lui, «expliquera longuement que l'option pour le gré à gré ne devrait constituer qu'une exception, et ce, pour que la compétition soit saine et pour mieux endiguer la corruption», ajoutant que «même le Président a donné instruction dans ce sens». C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase du ministre des Transports ; se sentant accusé, il interpelle Temmar par une formule cinglante : «Arrête de me donner des leçons !» Le ton monte très vite

entre les deux ministres de Boute-flika, échange d'invectives qui frisent l'insulte. Le Premier ministre finit par mettre fin à l'altercation entre un ministre qui veut du «gré à gré» et deux de ses collègues, proches du chef de l'Etat, qui plaignent pour ne pas abuser de cette pratique qui alimente l'opacité dans la gestion de la grosse commande publique. Ouyahia aurait déclaré : «Nous n'allons rien trancher au niveau du gouvernement et nous allons solliciter l'arbitrage du président de la République.»

Cette chamaillerie au sein du gouvernement en dit long sur l'atmosphère délétère qui prévaut au sein de l'Exécutif lorsqu'il s'agit notamment de l'utilisation de la dépense publique en matière de grosses infrastructures.

Des membres de l'Exécutif qui se découvrent une fibre anti-corruption !

Comment expliquer la surprenante opposition au «gré à gré» émanant des deux ministres, Abdelaziz Belkhadem et Abdelhamid Temmar ? Est-ce réellement un souci pour plus de transparence dans la gestion des marchés publics ? Peu probable, car le «gré à gré» est devenu une règle et un choix du pouvoir depuis des années, comme nous n'avons cessé de l'évoquer dans ces colonnes. N'est-ce pas, plutôt, l'ex-

pression de luttes de clans pour favoriser telle ou telle entreprise étrangère ? Car le ministre des Transports ne prend pas l'initiative seul de proposer du gré à gré, surtout qu'il s'agit de marchés se chiffrant à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Quand Abdelhamid Temmar évoque une volonté du chef de l'Etat de tourner le dos au «gré à gré», qui veut-il tromper ? Cela fait des années que des dizaines de gros marchés de gré à gré dans le cadre de la commande publique de l'Etat sont attribués par le Conseil des ministres présidé par le prési-

dent de la République, comme nous en faisons état régulièrement dans ces colonnes depuis des années. L'édition du *Soir d'Algérie* du mardi 26 juillet 2011 en avait fait même sa «Une», par un article intitulé «Marchés publics / Les excès du gré à gré» et illustré par une photo très suggestive qui avait fait sensation montrant une table avec un couvert rempli d'argent (cet article peut être consulté dans la rubrique «archives» du site internet du journal : www.lesoirdalgerie.com). Cet article se terminait par cette conclusion : «Le Conseil des

ministres du 10 juillet 2011 a poursuivi ses travaux par l'examen et l'approbation de projets de marchés publics conformément aux dispositions pertinentes du code des marchés publics. Ces marchés concernent les secteurs des transports, des ressources en eau, des travaux publics, ainsi que de l'habitat et de l'urbanisme.

A ce rythme effréné des «GAG» (gré à gré), il est à craindre qu'une bonne partie de la commande publique de plus de 150 milliards de dollars pour 2010- 2014 subisse le même sort.» Fin de citation.

Djilali Hadjadj

Montée en puissance de la mobilisation citoyenne

En septembre 2011, des marches contre la corruption ont eu lieu au Brésil, contraignant quatre ministres soupçonnés de corruption à démissionner. Ces marches avaient le soutien de la Confédération nationale des évêques du Brésil et de l'Ordre des avocats du Brésil et de l'Association brésilienne de presse (ABI), trois entités qui avaient montré leur engagement civique dans la lutte contre la dictature militaire (1964-1985). L'Europe aussi est concernée. En 2009, d'importantes manifestations de rue avaient été organisées à Valence, en Espagne, pour protester contre la corruption du gouvernement de la Communauté autonome de Valence. Celui-ci a démissionné en juillet 2011. La protestation peut aussi prendre d'autres aspects.

En Italie, cela faisait 16 ans que le quorum n'avait pas été atteint pour organiser un référendum. En juin dernier, ce fut le cas et environ 90% des Italiens ont rejeté la loi «d'empêchement légitime» permettant au président du conseil

(Silvio Berlusconi actuellement)

de refuser de se présenter en justice. Ils ont également rejeté l'ouverture au privé de la gestion et de la distribution de l'eau. De même, les citoyens islandais ont refusé en 2010, par référendum, de payer le prix des fautes d'une banque, qui, après avoir proposé des rémunérations considérables des fonds prêtés, avait fait faillite. En France, l'association CCFD-Terre solidaire, relaxée le 30 septembre 2011 dans la plainte en diffamation déposée par un dictateur africain corrompu, observe une montée en puissance de la mobilisation citoyenne : 450 000 personnes se sont jointes sur Internet à la campagne : «Stop paradis fiscaux».

Universalisme des droits de l'homme pour lutter contre les abus

Des liens internationaux se construisent sur le plan européen, à partir notamment du réseau «Flare» (voir le «Soir Corruption» du lundi 5 septembre 2011). «Libera», membre du réseau pour l'Italie,

a obtenu l'adoption d'une loi pour restituer à la société civile les biens mafieux saisis (autrefois mis aux enchères, ils étaient vendus à des prête-noms). Ce mouvement est embryonnaire à l'échelle mondiale, où l'Alliance des ONG contre la corruption doit encore s'appuyer sur l'ONU. Cependant, ces initiatives donnent toute leur importance à l'universalisme des droits de l'homme pour lutter contre les abus.

En effet, comme le rappelle l'introduction de la première «Déclaration des droits de l'homme» de 1789, le mépris des droits de l'homme est la cause de la corruption des gouvernements. Face à ce mépris, l'article II de la Déclaration rappelle que la résistance à l'oppression demeure un droit naturel et imprescriptible. Tout pouvoir ne vit que de ceux qui s'y résignent.

L'esprit de corruption tire sa force de la résignation, de l'indifférence, de la soumission... Mais il arrive que le pouvoir se délite par ses abus et que le peuple se refuse à l'oligarchie corrompue.

D. H.

Du monde entier, de plus en plus d'«Indignés» contre la corruption

Le mouvement «Occuons Wall-Street» (du nom de la Bourse de New York) prend de l'ampleur : «Nous sommes les 99% qui ne toléreront plus longtemps la cupidité et la corruption du 1% restant», peut-on lire sur leur site. Ils rejoignent en cela le mouvement des «Indignés espagnols» qui avaient mis en tête de leurs revendications l'élimination des privilèges de la classe politique et l'imprescriptibilité des délits de corruption. Ces mouvements témoignent d'une forte sensibilité des citoyens à la corruption, qui s'est déjà manifestée dans bien d'autres circonstances. Dans les contextes politiques les plus difficiles, les peuples ont su réagir. Le Brésil a destitué pour corruption le président Collor de Mello, le Pérou a poursuivi et condamné le président Fujimori, le Costa Rica le président Miguel Angel Rodriguez, la Thaïlande le président Thaksin Shinawatra.

Trois présidents ont été poursuivis pour corruption en Corée du Sud, dont deux ont été condamnés. Une partie des fonds Marcos (Philippines), Abacha (Nigéria), Salinas (Mexique) ont été récupérés.

La corruption a été un facteur important de mobilisation contre les présidents Ben Ali et Moubarak, jusqu'à leur chute. Et l'activisme anti-corruption se développe. En Inde, Anna Hazare a entamé cet été une grève de la faim afin que le gouvernement promulgue des lois anti-corruption efficaces. Il a suscité un mouvement de masse qui s'est achevé par un triomphe en août dernier.

D. H

A nos lecteurs

Le «Soir Corruption» du lundi 3 octobre n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière.

Toutes nos excuses à nos lecteurs.

Restitution des avoirs du clan Ben Ali à l'étranger : l'étau se resserre

Les autorités tunisiennes ont émis 57 commissions rogatoires internationales, dont 26 initiales et 31 complémentaires, pour récupérer les avoirs à l'étranger pillés par l'ancien président Ben Ali et ses proches. Les juges d'instruction tunisiens suivent de près ces commissions rogatoires pour assurer leur exécution dans les meilleures conditions par leurs homologues étrangers, a indiqué Kadhem Zine El-Abidine, représentant du ministère de la Justice, lors de la réunion périodique de la cellule d'information du Premier ministère, vendredi 7 octobre.

Plusieurs pays, ONG, acteurs nationaux et organisations internationales comme Interpol ont affirmé, à maintes reprises, leur disposition à aider la Tunisie à récupérer ses avoirs. «Le plus important, c'est l'existence d'une forte volonté politique internationale de restituer ces avoirs à la Tunisie», a-t-il estimé, évoquant dans ce sens les affirmations répétées de responsables étrangers en visite en Tunisie, à l'instar

de la haut représentante de l'Union européenne Catherine Ashton ou encore la présidente suisse Micheline Calmy-Rey.

Une équipe de soutien a aussi été créée au sein de l'Union européenne pour aider au recouvrement des avoirs, et un programme d'entraide judiciaire a été mis sur pied en s'appuyant sur la convention des Nations unies pour la lutte contre la corruption (2003) dont l'article 54 autorise la confiscation des avoirs volés sans condamnation pénale préalable.

Des accords ont été établis avec un nombre de pays comme le Luxembourg, le Congo et le Canada, pour saisir les biens et geler les avoirs pillés par Ben Ali et ses proches, a-t-il encore rappelé.

Aussi, la «Commission pour la restitution des avoirs» à la Banque centrale de Tunisie et l'association créée par des Tunisiens résidant en Suisse veillent-elles également à restituer au peuple tunisien ses capitaux volés, a-t-il dit.